

NON OPPOSITION DU MAIRE
AU NOM DE LA COMMUNE
A UNE DEMANDE D'AUTORISATION
PREALABLE DE POSE D'ENSEIGNE

N° AP 35093 23 A0018

Déposée le : **25/09/2023**

Par : **Région Bretagne** représentée par **Monsieur Etienne Harzic**

Domiciliée : **283 avenue du Général Patton à Rennes cedex 07 (35711)**

Terrain sis : **9 rue des Marettes à Dinard (35800) Cadastéré : E 203**

Terrain sis : **24 rue des Marettes à Dinard (35800) Cadastéré : E 395**

Terrain sis : **37 boulevard Albert Lacroix à Dinard (35800) Cadastéré : E 731 / E 732 / E 733**

Nature des travaux : **Enseignes**

Surface cumulée des enseignes déclarée par site : **0,36 m² / 3,51 m² / 2,52 m²**

Date d'affichage en mairie de l'avis de dépôt de demande prévu à l'article R 423-6 du CU : **09/10/2023**

Le Maire de Dinard

Vu la demande d'autorisation préalable de pose d'enseigne n°AP 035 093 23 A0018 déposée le 25/09/2023 par la Région Bretagne, représentée par Monsieur Etienne Harzic et domiciliée 283 avenue du Général Patton à Rennes cedex 07 (35711) ;

Vu l'objet de la demande d'autorisation préalable :

- › Modification d'enseigne ;
- › sur des immeubles situés 9 et 24 rue des Marettes et 37 boulevard Albert Lacroix à Dinard (35800) ;

Vu l'arrêté n°2023-1058 en date du 01/09/2023 portant délégation de fonctions et de signature à Monsieur Christian Fontaine, 4^{ème} Adjoint ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu la délibération n°2023/031 en date du 13/04/2023 portant approbation du règlement local de publicité de la commune de Dinard ;

Vu le règlement local de publicité, zone de publicité "ZP1" ;

Vu la délibération en date du 28/05/1982 instituant la taxe communale sur les emplacements publicitaires fixes ;

Vu la délibération n°2023/102 en date du 30/06/2023 définissant les modalités de calcul de la taxe sur la publicité extérieure ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 13 juillet 2000 approuvant la création d'une Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager sur la commune de Dinard ;

Vu la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine (loi « LCAP ») portant création des Sites Patrimoniaux Remarquables ;

Vu la délibération municipale n°2023/181 en date du 17/10/2023 approuvant la révision du Site Patrimonial Remarquable et la création de l'Aire de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine de la commune de Dinard ;

Vu le règlement de l'Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine approuvé le 17/10/2023 - Secteur "2" ;

Vu le règlement de l'Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine approuvé le 17/10/2023 - Secteur "3" ;

Vu l'article R.581-16-II du code de l'environnement qui dispose que *"L'autorisation d'installer une enseigne prévue à l'avant-dernier alinéa de l'article L.581-18 est délivrée par l'autorité compétente en matière de police après accord de l'architecte des bâtiments de France lorsque cette installation est envisagée sur un immeuble classé ou inscrit au titre des monuments historiques ou protégé au titre des abords en application de l'article L.621-30 du code du patrimoine ou situé dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable classé en application de l'article L.631-1 du code du patrimoine."* ;

Vu l'accord de madame l'architecte des Bâtiments de France en date du 15/11/2023 ;

Considérant la demande d'autorisation préalable d'installation d'enseignes ;

Considérant que l'immeuble concerné par ce projet est situé dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable, les articles L.632-1 et L.632-2 du code du patrimoine sont applicables ;

Et conformément à l'accord émis par madame l'architecte des Bâtiments de France en date du 15/11/2023 et annexé à la présente décision ;

ARRETE

Article 1 : Décision

Il n'est pas fait opposition à la demande d'autorisation préalable susvisée.

Article 2 : Code de l'environnement

› Mise en conformité

Conformément aux articles L.581-43 et R.581-88 du Code de l'environnement.

L'attention du demandeur est attirée sur le fait que les enseignes dont l'implantation est antérieure à la date d'entrée en vigueur du règlement local de publicité (R.L.P.) de la commune de Dinard, approuvé en date du 13/04/2023, dispose d'un délai de 6 ans pour se conformer aux prescriptions de ce nouveau règlement, sous réserve, d'être déjà implanté légalement au regard du Règlement National de Publicité.

› L'obligation d'entretien

Conformément à l'article R.581-58 du code de l'environnement :

"L'enseigne doit être constituée par des matériaux durables.

L'enseigne doit être maintenue en bon état de propreté, d'entretien et, le cas échéant, de fonctionnement, par la personne exerçant l'activité qu'elle signale."

▸ La suppression au terme de l'activité

Conformément à l'article R.581-58 du code de l'environnement :

“ L'enseigne est supprimée par la personne qui exerçait l'activité signalée et les lieux sont remis en état dans les trois mois de la cessation de cette activité, sauf lorsqu'elle présente un intérêt historique, artistique ou pittoresque.”

▸ Extinction nocturne

Conformément à l'article E7 du Règlement local de Publicité de la commune de Dinard et à l'article R.581-59 du code de l'environnement :

“Lorsque l'activité signalée a cessé, les enseignes lumineuses (y compris numériques) sont éteintes

- entre 22 heures et 7 heures du mois de septembre jusqu'au mois juin inclus ;
- entre 00h00 et 07h00 heures pendant les mois de juillet et aout ;

Lorsqu'une activité cesse ou commence entre 21h00 heures et 08h00 du matin, les enseignes sont éteintes au plus tard une heure après la cessation d'activité de l'établissement et peuvent être allumées une heure avant la reprise de cette activité.

Ces dispositions sont applicables aux enseignes lumineuses (y compris numériques) situées à l'intérieur des vitrines ou des baies d'un local à usage commercial qui n'est pas principalement utilisé comme un support de publicité et destinées à être visibles d'une voie ouverte à la circulation publique.

Il peut être dérogé à cette obligation d'extinction lors d'événements exceptionnels définis par arrêté municipal ou préfectoral.”

Article 3 : Taxes et participations.

Le projet entre dans le champ d'application de la taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE) :

La TLPE frappe les supports publicitaires (enseignes/pré-enseignes/publicité) fixes et visibles de toute voie ouverte à la circulation. Elle concerne toutes les entreprises quelle que soit la nature de leurs activités (commerciales, industrielles ou de services, etc.), hormis exceptions.*

La TLPE est due pour toute installation de supports dont la superficie cumulée d'enseigne est supérieure à 7m² au prorata temporis et de la surface.

*Délibération n°2023/102 en date du 30/06/2023 définissant les modalités de calcul de la taxe sur la publicité extérieure ;

△ Voir annexe jointe à la présente décision.

Article 4 : Observations :**▸ Sécurité et accessibilité des ERP :**

Cette décision de non opposition à autorisation préalable de pose d'enseigne ne vaut pas autorisation au titre de la sécurité et accessibilité des établissements recevant du public (ERP). La création, l'aménagement ou la modification intérieur d'un ERP doit faire l'objet d'une demande d'autorisation qui permet de vérifier que les règles d'accessibilité et de sécurité contre l'incendie et la panique sont respectées. (Modification interne d'une surface ouverte au public, changement de commerce (*épicerie remplacée par une boucherie, fleuriste par un autre fleuriste...*), rénovation intérieure (*déplacement de cloisons internes, création ou remplacement de faux plafonds, changement de revêtement, pose d'une rampe, ...*), travaux sur des installations techniques (*électricité, désenfumage, alarme, ...*), travaux d'aménagement interne,..)

La demande sera examinée par les commissions de sécurité et d'accessibilité qui rendent un avis au maire.

Vous devez déposer votre demande en 4 exemplaires à la mairie par courrier recommandé avec avis de réception.

Demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public (ERP) : Cerfa n° 13824*04 : <https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/R10190>

La demande doit être complétée par un dossier dont la liste des pièces à fournir est énumérée dans le formulaire CERFA.

▸ **Domaine public**

Le domaine public routier communal* est par définition affecté à la circulation générale. Toute utilisation privative et/ou implantation de matériel doit être compatible avec cette affectation et nécessite la délivrance d'une autorisation par la commune, administration gestionnaire. Aussi, en l'absence d'un tel titre (qu'il n'ait pas été sollicité, accordé ou soit désormais expiré), l'occupation du domaine public routier est irrégulière et constitue un empiètement.

Occupation sans titre : La Commune de Dinard notifiera à l'intervenant par lettre recommandée avec accusé de réception, l'infraction constatée. L'intervenant devra alors prendre toutes les dispositions nécessaires pour enlever l'ouvrage et faire cesser l'occupation illicite.

En cas d'inaction de l'intervenant, la Commune de Dinard saisira le juge compétent pour ordonner l'expulsion de l'occupant sans titre du domaine public routier communal. Le juge sera saisi en référé si une situation d'urgence l'exige. Les frais d'enlèvement seront à la charge de l'intervenant.

** Le domaine public routier communal s'entend de l'ensemble des voies appartenant à la Commune de Dinard, affectées à la circulation publique et leurs dépendances : chaussées, trottoirs et espaces publics. Les arbres d'alignement font partie intégrante de ce domaine.*

Le présent arrêté est transmis au représentant de l'Etat dans les conditions prévues aux articles L 2131-1 et L 2131-2 du code général des collectivités territoriales et notifié au pétitionnaire.

Dinard, le 29 novembre 2023



Pour le Maire et par délégation,
Le 4^{ème} adjoint,

Christian Fontaine
Christian Fontaine

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite. Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

TAXE LOCALE SUR LA PUBLICITÉ EXTÉRIEURE

Conformément aux articles L.2333-6 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, la commune de Dinard a mis en place la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure (TLPE).

La TLPE, qu'est-ce que c'est ?

La taxe locale sur la publicité extérieure est une taxe créée par la loi du 4 août 2008 pour la modernisation de l'économie. Elle concerne toutes les entreprises qui exploitent des supports publicitaires fixes, visibles et implantés sur une voie ouverte à la circulation. On considère par publicité des supports faisant apparaître des éléments textuels ou graphiques ayant pour vocation d'informer le public ou d'attirer son attention. Il existe trois typologies de supports :

Ces catégories sont définies dans l'article L.581-3 du code de l'environnement.

- les dispositifs publicitaires - toute inscription, forme ou image destinée à informer le public ou à attirer son attention.
- les enseignes - toute inscription, forme ou image apposée sur un immeuble et relative à une activité qui s'y exerce.
- les préenseignes - toute inscription, forme ou image indiquant la proximité d'un immeuble où s'exerce une activité déterminée.

△ La Commune de Dinard a choisi d'exonérer de la TLPE les supports dont la superficie cumulée d'enseigne est inférieure à 7m².

Qui est concerné par la TLPE ?

La TLPE est due par l'entreprise qui exploite (*commerçant pour les enseignes et préenseignes ou afficheur pour les dispositifs publicitaires*) les supports publicitaires.

Si le déclarant possède plusieurs établissements relevant de la commune, il est tenu de remplir une déclaration par établissement.

Comment calculer le montant de la TLPE ?

Le tarif de la TLPE est établi sur la base du nombre de face du support et de la superficie du dispositif, sur une base annuelle. Le montant de votre TLPE par type de supports est à calculer de la façon suivante :

- pour les enseignes, le tarif de la TLPE se calcule par la somme des enseignes réalisées pour un même établissement et pour la même activité ;
- pour les préenseignes et les dispositifs publicitaires, le calcul est propre à chaque type de support en fonction de la superficie et de la grille tarifaire dédiée à la TLPE.

Déclaration de la TLPE

La déclaration principale de TLPE est à effectuer avant le 1er mars de chaque année.

Vous devez également faire une déclaration complémentaire si vous avez créé des dispositifs publicitaires ou enseignes en cours d'année (entre le 2 janvier et le 31 décembre de l'année en cours). Cette déclaration doit être effectuée dans les 2 mois qui suivent la création ou la suppression du support concerné.

Votre déclaration de TLPE doit être adressée à la Mairie de Dinard au moyen du formulaire Cerfa n°15702 : [Déclaration des supports publicitaires pour la TLPE - Formulaire n°15702](#)

△ La déclaration doit mentionner tous les supports même ceux exonérés ou bénéficiant d'une réfaction

△ Si l'entreprise compte plusieurs établissements, il est nécessaire d'effectuer une déclaration par établissement.

Cette déclaration doit mentionner les superficies et dates de création de tous les supports publicitaires exploités, y compris ceux qui bénéficient d'une exonération (totale ou partielle).

Paiement de la TLPE

La taxe est due sur les supports publicitaires existants au 1^{er} janvier de l'année d'imposition. La taxe doit être réglée par l'exploitant du support ou par le propriétaire ou, à défaut, par celui dans l'intérêt duquel le support a été réalisé.

Lorsque le support est créé après le 1^{er} janvier, la taxe est due à compter du premier jour du mois suivant celui de la création du support. Lorsque le support est supprimé en cours d'année, la taxe n'est pas due pour les mois restant à courir à compter de la suppression du support.